

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2008)
Heft: 3

Artikel: À quand la fin de l'armée de masse en Suisse?
Autor: Monnerat, Ludovic
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346848>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Sitôt la présentation DEMOEX terminée, grenadiers de chars et charistes procèdent au rétablissement de leur matériel. Photos : A+V

A quand la fin de l'armée de masse en Suisse ?

Lt col EMG Ludovic Monnerat

Rédacteur en second, RMS+

La récente rafle antidrogue effectuée à Dailly n'est qu'un événement isolé pour toute l'armée. Mais elle repose la question du volume de notre armée de milice, et de l'aptitude au service.

Les 18 et 20 mars derniers, 32 militaires de l'école de recrues d'infrastructure et de quartier général 35 à Dailly ont été contrôlés par la police militaire ; au total, 29 d'entre eux étaient consommateur de cannabis, un autre consommait du cannabis et de la cocaïne, alors que deux autres étaient des trafiquants de drogue.

Il s'agit bien entendu d'un cas isolé, d'un contrôle effectué à la demande du commandant d'école sur la base de soupçons fondés. Ce qui n'est pas isolé, toutefois, c'est la mise sur pied de soldats au casier judiciaire chargé ou au comportement individuel répréhensible, auxquels on confie malgré tout une arme de guerre et des connaissances de combat.

Est-ce le rôle de l'armée que de responsabiliser les irresponsables, que d'éduquer les individus incapables de respecter les règles de la vie en société ? Formellement, tel n'est pas le cas ; la préparation à la mission implique une éducation militaire, mais les missions de l'armée restent de défendre, de protéger et d'aider. C'est pourtant le rôle que l'institution militaire a joué depuis longtemps, et la raison pour laquelle une frange de la classe politique continue de la prendre systématiquement pour cible : grâce à elle, ce sont chaque année des milliers de citoyens-soldats qui enrichissent la société et lui apportent une perception responsable de la sécurité.

Il se trouve toutefois que l'armée suisse est aujourd'hui dans une situation financière dramatique, et que la réduction constante de son budget l'amène à prendre et à envisager des mesures radicales pour faire des économies. Or, les coûts générés par l'armée sont en grande partie dus à son volume important, encore gonflé par le fait que les effectifs de l'Armée 95 ne sont pas encore entièrement réduits à celui de l'Armée XXI. Et la prolongation de la formation de base, comme le retour - certes bienvenu

- au rythme annuel des cours de répétition, ont fait que le nombre de jours de service est resté globalement constant.

C'est une réalité : malgré le passage de 650'000 à 400'000, puis à 220'000 militaires mis en œuvre successivement en 1995 et 2004, notre armée de milice reste une armée de masse, axée au moins autant sur la quantité que sur la qualité, et qui peine à simultanément répondre aux besoins actuels et prévoir les besoins futurs. Sur le papier, elle est fortement armée et compte, par exemple, autant de chars de combat que la Bundeswehr ; mais ces armes n'ont toujours pas été modernisées dans le sens d'une digitalisation et d'une mise en réseau, et leur valeur de combat moderne se réduit rapidement. La masse s'oppose à la performance.

Une comparaison internationale confirme cet aspect : alors que des pays comme la Suède ou le Danemark recrutent chaque année 20 à 25% des jeunes hommes au sein de leurs forces armées, cette proportion s'élève en Suisse à 60%. L'amélioration du recrutement introduite avec l'Armée XXI fait d'ailleurs que le pourcentage de citoyens suisses déclarés aptes au service et terminant effectivement leur école de recrues a augmenté, alors que les licenciements médicaux effectués en cours d'école de recrues ont chuté de 75%. La quantité est donc là, avec 25'000 nouveaux conscrits l'an dernier. Mais qu'en est-il de la qualité ?

Le principe de l'armée de milice est l'une des composantes de la qualité, car il offre à l'institution militaire un bassin de recrutement extraordinairement riche ; mais l'armée ne fait pas de sélection au sens exact du terme, à l'exception de quelques branches spécialisées, et le service militaire devient autant un droit qu'un devoir. N'importe quel individu à peu près normal est accepté au sein de l'institution militaire, qui n'est pas trop regardante sur le passif civil ou judiciaire qu'il emmène. Les licenciements administratifs laissés à la discrétion des commandants sont d'ailleurs très mal considérés lorsqu'ils visent à se débarrasser de soldats inaptes à la mission !

Une autre composante de la qualité réside dans l'instruction et l'équipement fournis au militaire individuel. Là encore, la situation est problématique : en engageant en moyenne 1100 soldats en permanence dans des missions subsidiaires sur territoire suisse, et ceci pendant des périodes d'instruction en détournant l'idée même de la milice, l'armée affaiblit durablement son niveau de performance et la motivation de ses subordonnés. Et le serpent se mord la queue : comme les effectifs actuels suffisent à peine pour assurer la rotation des troupes engagées ou prêtes à l'être en cas de besoin, on y fait passer toute l'armée ou presque.



Ceci pose naturellement la question du rôle de l'armée au service de la société, de ses missions en situation normale; employer le soldat de milice comme main d'œuvre bon marché pour permettre des économies aux finances cantonales ou communales, sans aucune urgence particulière, n'est pas une pratique acceptable. En revanche, comme l'armée reste le recours ultime à tous les dysfonctionnements de la société qu'elle vise à défendre, il est impossible de refuser de telles missions. La réponse à ces contradictions devrait donc être structurelle, comme l'ont déjà compris d'autres forces armées en adoptant une articulation en fonction de la tâche principale.

Les soldats en service long relèvent déjà en partie de cette réponse ; l'an dernier, 3357 d'entre eux ont été recrutés, contre 3485 en 2006 et 2741 en 2005. Leur création avait

pour but de dégager des effectifs permettant précisément de répondre aux besoins des autorités civiles, même si leur aptitude en la matière a clairement été surévaluée. Aujourd'hui, ils sont également engagés pour combler tant bien que mal les trous laissés par la diminution abusive du personnel professionnel, notamment au niveau de la logistique. Mais c'est bien en leur sein que réside une main d'œuvre susceptible d'être mise à disposition en cas de besoin, et non dans les rangs des formations de combat, d'appui au combat ou d'appui transversal.

Une augmentation du volume de soldats en service long, rendue possible si l'armée en fait une priorité et offre une plus grande flexibilité pour le personnel d'exploitation, pourrait ainsi permettre une vraie sélection des militaires appelés à remplir des fonctions complexes dans un environnement de combat. Couplée à une réduction de la formation de base et à une pleine exploitation des jours de service que chaque militaire doit accomplir, ce qui se justifie par l'évaluation actuelle de la menace, cette mesure permettrait de corriger en douceur le déséquilibre actuel de l'armée, de réduire les coûts engendrés par la masse et de mieux filtrer les rangs.

Sans pour autant empêcher qu'une nouvelle réforme de l'armée soit nécessaire dans le courant de la prochaine décennie...

L.M.



Les services de parc hebdomadaires ont une grande influence sur le taux de disponibilité des véhicules et des matériels. L'étape la plus importante est le contrôle de fonctionnement des systèmes.